Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 61 (1916)
Heft: 9

Artikel: Réception de nouvel-an, généraux et politique
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-339816

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Réception de nouvel-an, généraux et politique.

Depuis le commencement de la guerre, et pour la recherche de ses causes et de ses auteurs directement responsables, on a fouillé abondamment les archives du pangermanisme, et l'on n'a pas eu de peine à constater que la propagande en faveur de la plus grande Allemagne et de l'hégémonie de l'Empire et des Hohenzollern sur le monde était beaucoup plus ancienne, et avait été beaucoup plus systématique et répandue qu'on n'y avait prêté attention pendant la paix et dans le calme soporifique de ce que l'on a nommé le pacifisme béat. Si le peuple allemand tout entier, et jusqu'aux socialistes en apparence les plus antimilitaristes, s'est si rapidement groupé autour de l'état-major impérial, s'il a si complètement montré que cette guerre était sa guerre, répondait à son sentiment et exaltait ses désirs, s'il y a applaudi avec une si complète unanimité et s'il a marqué une si générale et absolue indulgence, pour ne pas dire approbation, aux excès inhumains qu'elle a d'emblée manifestés, c'est qu'il avait été méthodiquement contaminé par la propagande pangermaniste et dressé à la théorie de la force justifiant l'arbitraire et créant le droit au bon plaisir.

L'article reproduit ci-après rappelle un incident de la campagne pangermaniste et offre à cet égard un intérêt. Il a paru dans la revue *März*, éditée à Munich, livraison de février 1909. Au 1er janvier 1909, l'Empereur parlant dans le cercle de ses généraux, avait attiré leur attention sur un article de politique militaire publié par la *Deutsche Revue*, article relevant de la propagande pangermaniste et de la politique offensive des milieux militaires allemands, s'opposant à celle de la chancellerie de l'empire. Cette intervention de l'Empereur couvrant de son autorité les entreprises de guerre avait soulevé un tollé dans ce qui était encore, à ce moment-là, l'Allemagne libérale. L'article de la revue *März*, signé du Dr Heinrich Hutter, relève de cette protestation. Sa reproduction et son résumé de la *Deutsche Revue* éclairent d'une

façon très vive les procédés d'excitation et de stimulation du pangermanisme et des préparateurs de la guerre, dans la main desquels l'Empereur lui-même semble un jouet plus encore qu'un complice.

Le premier de l'an a montré, par un exemple frappant, de quelle façon à la Cour impériale se traitent certaines questions, et comment le régime dominant contribue à embrouiller même les affaires qui auraient besoin d'unité de direction. Ce qui s'est passé à la réception des généraux est devenu un sujet de grande perplexité pour la presse allemande qui n'aime pas à voir se succéder trop rapidement les incidents désagréables ; aussi a-t-elle passé à l'ordre du jour après quelques jours de malaise, arguant en guise d'explication qu'il s'agissait d'une indiscrétion, l'empereur étant bien libre de parler confidentiellement à ses généraux et que, du reste, une enquête était ouverte pour découvrir l'auteur de l'indiscrétion.

Il n'est pas difficile de se tranquilliser, si l'on se borne à un examen superficiel de l'incident. Il est, du reste, compréhensible qu'au moment même l'on redoute de semer de nouveau l'alarme dans l'opinion publique. Mais aujourd'hui que nous pouvons examiner toute cette affaire avec un certain recul, il est très nécessaire de n'en pas diminuer la gravité et d'aller au fond des choses.

Nous insisterons d'abord sur ce que l'empereur, chef suprême de notre armée, a incontestablement le droit de s'entretenir avec des généraux d'affaires militaires et politiques. Reste à savoir si ces entretiens sont opportuns et servent les intérêts de l'empire. Nous laisserons parler les faits.

Dans le numéro de janvier de la *Deutsche Revue* a paru un article intitulé *La guerre à l'époque actuelle*. Cet article, non signé, quoique bien écrit et trahissant un auteur compétent en matière militaire, aurait passé presque inaperçu, la *Deutsche Revue* n'étant pas très répandue.

C'est sur cet article que l'empereur allemand, à l'occasion des réceptions du 1er janvier, en sa qualité de chef suprême des armées, a attiré l'attention de ses généraux, en leur en faisant la lecture. C'est le fait acquis. Ce que l'on ne peut préciser, c'est si l'article a été lu *in extenso* ou en extraits.

Peu après cette très haute recommandation, on apprenait par une rectification qu'il envoya lui-même, à propos d'un point du reste secondaire, que le comte Schlieffen était l'auteur de l'article. On apprit encore par un communiqué du ministre de la guerre, von Einem, qu'avant d'être imprimé, l'article avait été parcouru au ministère de la guerre prussien.

Le comte Schlieffen est général-colonel de l'armée allemande, et était, il y a peu de temps encore, chef du grand état-major allemand. On est donc en droit de considérer cet article comme étant, si ce n'est une émanation officielle, du moins comme une manifestation autorisée par les plus hautes charges de l'armée, sous la forme d'une communication privée.

Voilà ce qui oblige à en examiner le contenu de près. Il touche à la fois aux choses militaires, à la stratégie et à la politique ; la partie technico-militaire est tellement, d'un bout à l'autre, entremêlée de considérations politiques, que rien ni dans la disposition ni dans la composition de l'article n'indique qu'on ait voulu les traiter séparément. La partie purement militaire est intéressante pour des laïques. Nous comptons bien qu'elle n'aura rien appris de nouveau aux militaires, car ce ne sont pas les articles de vulgarisation d'une revue d'intérêt général que les chefs de nos armées attendent pour y puiser leurs connaissances en science militaire. Pour ce qui nous concerne, nous y apprenons que :

« ...les fusils et les canons sont légers, faciles à manier, se chargent aisément, se déchargent avec rapidité, que leur portée est très grande et sûre et qu'ils commandent un terrain étendu. Qu'une poudre nouvelle ne trahit ni le tireur, ni le fusil par une fumée visible de loin. Qu'un canon d'un calibre et d'un poids minimes permet l'approvisionnement de grosses quantités de munitions et rend possible l'utilisation avantageuse de la rapidité du tir ; qu'il paraît inutile d'en demander davantage ou de demander aux inventeurs de nouveaux perfectionnements. On a atteint la limite du possible. A peine un projectile est-il sorti du canon de l'arme, qu'un autre peut le suivre. Pour peu que la main soit sûre, et l'œil exercé, le but sera atteint ; que la force de propulsion est si grande qu'elle commande tout l'espace compris entre l'embouchure du canon et

le but à atteindre ; qu'enfin le calibre ne peut être réduit davantage, qu'il suffit tout juste à mettre hors de combat, avec quelque certitude, un Européen civilisé, et qu'il ne réussirait pas s'il s'agissait « du pur fils de la nature d'autres continents »

» Qu'aucune troupe en rangs serrés, aucun homme isolé debout, ne doit s'exposer à cette pluie de projectiles. Qu'il a fallu songer à un renouvellement complet de la tactique. Qu'il n'est plus possible, comme au XVIIIe siècle, de marcher l'un contre l'autre sur deux lignes se faisant front, puis de faire feu sur l'ennemi lorsqu'on n'en est plus trop éloigné ; qu'il suffirait de quelques minutes d'un feu rapide pour balayer les deux armées. Qu'il ne peut plus être question d'emporter d'assaut des positions ennemies à l'aide de colonnes déployées, suivant le système de Napoléon : une grêle de shrapnels les aurait bientôt pulvérisées. Qu'il n'est pas davantage indiqué d'essayer de réduire l'ennemi en employant le feu d'essaims compacts de tireurs qui seraient promptement fauchés. Que ce n'est qu'en utilisant, comme protecteur, des arbres, des maisons, des murs, des fossés, des monticules ou des dépressions de terrain que le fantassin pourra prendre contact avec l'ennemi ; tantôt à plat ventre, tantôt agenouillé, tantôt debout il cherchera à atteindre sans se laisser apercevoir lui-même, les buts grands ou petits qui s'offriront à lui, à éteindre par son feu celui de l'ennemi, puis gagner rapidement, par un bond en avant, un nouvel abri pour recommencer de là le combat.

» Que c'est affaire à l'artillerie de venir en aide à l'infanterie dans sa marche en avant. Que pour agir avec quelque chance de succès, l'artillerie devra chercher à se protéger contre le feu dévastateur de l'ennemi. Mais que comme il n'est pas tout à fait aussi aisé de rendre invisible un canon qu'un homme, on a dû en revenir aux armes défensives d'autrefois et essayer au moyen d'abris blindés de rendre inoffensif le feu des fusils et les shrapnels de l'artillerie.

» Que pour découvrir un abri suffisant, pour viser sûrement un but peu visible, pour pouvoir avancer d'un pas rapide, le fantassin doit avoir ses coudées franches. Que l'infanterie ne combattra avec quelque chance de succès qu'espacée, non pas en ligne serrée, les hommes distants à un mètre environ les uns

des autres, sur une file, d'autres files suivant à des distances pas trop rapprochées.

» Qu'une conséquence du perfectionnement des armes à feu sera donc une extension plus grande du front des batailles. Que c'est ainsi qu'il arrive que tandis que sur les champs de bataille des deux derniers siècles on comptait, toutes armes et réserves comprises, en tout de dix à quinze hommes par mètre courant de front et qu'encore, il y a quarante ans, dix hommes paraissaient être la règle, dans les guerres de l'Asie orientale de 1904 à 1905, ce chiffre est tombé à trois hommes par mètre et à moins encore, aucun des adversaires n'étant parti en guerre avec des idées arrêtées sur l'extension de son front de bataille. Que la force des choses, la tendance naturelle à chercher à se protéger, sans pour cela nuire à l'emploi d'armes excellentes, ont tout naturellement fait surgir cette nouvelle tactique.

» Que le service militaire universel était, il y a quarante ans encore, l'apanage exclusif de la Prusse, que personne ne lui enviait, tandis que depuis 1866 et 1870 toutes les puissances se sont appropriées ce secret de la victoire, tout ce qui est bien portant et valide étant depuis envoyé dans les casernes. Que pour obtenir des effectifs nombreux, la durée de présence sous les drapeaux a été diminuée dans la mesure du possible, tandis que les années pendant lesquelles le service militaire peut être réclamé ont été reculées autant que faire se pouvait.

» Que comme l'Allemagne, avec ses 62 millions d'habitants, incorpore annuellement 250 000 recrues, avec une durée de temps de service de dix-neuf ans, la France, pour 40 millions d'âmes, 220 000, avec une durée totale de service de vingt-cinq ans, la première disposera en temps de guerre de 4 750 000 hommes, la seconde de 5 500 000. Que ces chiffres, même en en déduisant le déchet qui se produit au cours des années, sont plus ou moins imaginaires. Que si l'on prend pour terme de comparaison ce qui s'est passé en 1870, où le landsturm n'a pas été appelé du tout, la landwehr dans une très faible mesure, on constate que sur le chiffre de 1 500 000 représentant alors les forces totales disponibles, 500 000 hommes seulement ont formé l'armée de campagne, qu'actuellement on pourrait donc évaluer cette dernière à pas beaucoup plus d'un million.

» Que quoi qu'il en soit une armée pareille est considérable en comparaison des armées d'autrefois, considérable aussi pour celui qui a la responsabilité de la commander et d'en diriger les opérations ; petite, néanmoins, si la supériorité de l'armement, comme en 1866, ni celle du nombre comme en 1870 ne lui était assurée et suffisante seulement s'il est possible d'avoir ces masses bien en mains pour les faire manœuvrer en vue d'un but unique. Cela fût-il possible, qu'il ne serait pas nécessaire que cette armée tout entière fût concentrée sur un champ de bataille, fût-il vingt fois plus étendu que celui de Kœniggraetz. Pour combattre sur un champ de bataille de manière à obtenir la victoire, ce n'est pas le contact sur place qui importe mais la liaison intérieure. Que plus les champs de bataille seront étendus moins le regard sera capable de les embrasser ; on n'y apercevrait pas l'ombre d'un cavalier, aucun Napoléon entouré d'une suite brillante se tenant sur une hauteur ; les jumelles les plus perfectionnées ne lui feraient rien découvrir et son cheval blanc deviendrait un facile point de mire pour de nombreuses batteries. Que le général se trouve loin en arrière, dans une maison aux vastes salles, ayant sous la main téléphone, télégraphe et autres appareils de communication rapides, des automobiles en grand nombre toujours prêtes à partir pour les plus lointaines randonnées et qui n'attendent que ses ordres. Que c'est là, qu'assis dans un fauteuil confortable, devant une large table, l'Alexandre des temps modernes a devant lui une carte de tout le champ de bataille, que c'est de là qu'il téléphone les paroles destinées à électriser, là que lui parviennent les rapports de ses chefs de corps ou d'armées, des ballons captifs ou des dirigeables.

» Que ces rapports se distingueront de ceux d'autrefois par leur grand nombre, moins par leur contenu ; car ils diront ce qu'ils ont dit de tout temps : que l'ennemi continue à recevoir des renforts, que l'artillerie subit de grosses pertes, que l'infanterie n'arrive pas à progresser et que des renforts sont indispensables et urgents. Que comme on n'aura l'emploi dans le cours du combat que de troupes relativement peu considérables, l'envoi de gros renforts, qui ne pourraient trouver des endroits où se couvrir en nombre suffisant, ne ferait qu'augmenter les pertes.

Que la tâche essentielle d'un conducteur d'armée sera accomplie, quand, longtemps avant qu'une rencontre avec l'ennemi puisse avoir lieu, il aura indiqué à chacune de ses armées, à tous ses corps, les routes, les voies et les directions qu'ils devront suivre pour aller de l'avant et qu'il aura désigné les buts approximatifs de la journée. Que la marche au combat commence sitôt les troupes hors du train qui les a amenées. Que comme les fronts de bataille vont en s'élargissant, les colonnes qui se dirigent sur le champ de bataille devront pouvoir avancer au moins sur une largeur correspondante à celle qu'elles occuperont pendant le combat. Que les corps de troupes qui se heurteront à l'ennemi devront soutenir le choc sans compter sur d'autres secours. Qu'avec 144 pièces d'artillerie supérieurement construites, au lieu des 84 d'autrefois, avec 25 000 fusils d'excellent modèle, n'importe quel corps est en mesure d'accomplir une tâche décuple de celle du temps du fusil se chargeant par la bouche.

» Que cette marche de couverture en couverture prendra du temps, c'est certain, que ce sera pénible d'avancer en rampant au-devant de l'ennemi, de persévérer dans l'effort nuit et jour, cette obligation d'être continuellement prêt à repousser une contre-attaque.

» Que tous les corps ne pourront pas prendre part au combat dès le premier jour. Qu'à chaque nouvelle journée le général en chef devra entraîner à de nouveaux efforts les armées déjà au feu, maintenir dans leur direction de marche celles qui n'y sont pas encore, ou leur en indiquer d'autres lorsque la situation a changé.

» Que ces batailles qui dureront si longtemps ne seront, en aucune façon, plus sanglantes qu'autrefois. Que la campagne traînera en longueur, que la stratégie de l'épuisement est impossible, quand l'entretien de millions d'hommes exige des milliards. Que pour obtenir un succès décisif, d'où résultera l'anéantissement de l'adversaire, l'attaque sur deux ou trois points est nécessaire, contre le front et contre un ou deux flancs. Qu'une attaque de ce genre est relativement facile à mener à bien pour celui qui possède les plus gros effectifs. Mais que dans les circonstances actuelles il est difficile de compter sur une supério-

rité de ce genre. Qu'on ne sera en mesure de se procurer les forces nécessaires à une vigoureuse attaque de flanc qu'en affaiblissant jusqu'à la limite du possible les forces destinées à combattre le front ennemi. Cependant que quelques réduites que puissent être celles-ci, elles ne devront pas limiter leur action à occuper ou seulement à retenir l'ennemi, de loin, dans une immobilité protégée. Il faut coûte que coûte passer à l'attaque, marcher contre ce front. C'est dans ce but que l'arme à tir rapide et à longue portée a été inventée ; elle doit faire la besogne de beaucoup de fusils anciens, parce qu'elle est en état de répondre à toutes les exigences, tant que les munitions nécessaires sont à sa portée.

» Que pour attaquer un flanc ennemi, il faut savoir où le trouver. Jusqu'à présent c'était affaire à la cavalerie de le découvrir. Qu'on peut espérer que désormais cette tâche incombera à une flottille de ballons dirigeables qui, des hauteurs où ils atteignent, dominent mieux le terrain. Que de même qu'anciennement, avant de pouvoir accomplir cette mission, il fallait se débarrasser de la cavalerie ennemie, ainsi les ballons auront-ils à envisager la perspective d'un combat dans les hautes régions aériennes contre un adversaire de force équivalente. Qu'heureux alors sera l'aérostat léger, qui réussira à dépasser son adversaire en hauteur, à précipiter sur lui une bombe et à s'éloigner rapidement de façon à ne pas être happé par les flammes projetées en l'air.

» Que la cavalerie, ainsi déchargée de la plus grande partie de sa tâche, devra s'efforcer de porter sur l'arrière de l'ennemi le feu de son artillerie, de ses mitrailleuses et de ses carabines à longue portée. Que l'avenir n'apportera pas grand changement à tout cela : l'artillerie devra toujours, plus ou moins, se tourner en premier lieu contre l'artillerie, la cavalerie contre la cavalerie, les ballons contre les ballons, jusqu'au moment précis où tous ensemble pourront soutenir l'infanterie et lui aider à remporter la victoire définitive. »

En terminant, l'article explique que les projectiles explosifs, de même que les fortifications, ont été perfectionnés et que le nombre des places fortes en France a été fortement augmenté. Qu'à gauche, ce sont la Belgique et la Hollande qui sont

« venues au secours » de la France ; la première ayant barré « la grande route des peuples » au moyen de masses de béton et de tours cuirassées ainsi que par l'imprenable forteresse d'Anvers. Qu'à droite la France a fermé les passages du Jura ; que la France et l'Italie ont fortifié les deux versants de leurs hautes montagnes. Que « du Zuiderzée à la mer Méditerranée s'élève une muraille de Chine. » Que la Suisse de son côté n'a pu se tenir de venir elle aussi « en aide à la France » en barricadant le Gothard, de même que les vallées du Rhône et du Rhin. Que la Russie elle-même a également élevé des forteresses dirigées contre l'Allemagne et que le Danemark avait mis la main sur les accès à la mer Baltique. Que l'Angleterre, à l'aide de sa colossale « forteresse flottante » s'était assuré depuis un port jutlandais « une porte pour une attaque contre le Schleswig. » Que l'épidémie de constructions de forteresses sur les frontières sévissait à tel point que jusqu'à l'Autriche et à l'Italie, deux alliés, en avaient érigé l'une contre l'autre.

Et cette partie de l'article conclut en ces termes : « Le cercle de fer formé autour de l'Allemagne n'était ouvert que du côté des Balkans. Cette brèche aussi vient d'être bouchée (!) par la Turquie, la Serbie et le Montenegro (!). Au centre, sans défense (!), il y a l'Allemagne et l'Autriche.

Sous une telle plume, une appréciation aussi fataliste de la situation militaire produit une impression singulière. Le militarisme fait douter de lui lorsqu'il est réduit à avouer que cette rivalité dans les armements, où fréquemment l'Allemagne devançait les autres, a abouti à créer quoi ? une Europe hérissée de baïonnettes, aucune certitude de remporter la victoire. Cette fièvre d'armement qualifiée d'épidémie.

Ce n'est cependant pas dans la partie technique qu'est contenu ce que l'article a de plus grave, bien que nous y rencontrions continuellement des intrusions de la politique et que le groupement des sujets soit obtenu au moyen de fréquentes imputations de visées politiques hostiles aux Allemands attribuées même à des Etats neutres.

Mais l'idée maîtresse ressort avec évidence du développement et des conclusions de cette exposition générale comme nettement tendancieuse et explique l'article tout entier. Ecoutez

les lignes qui l'introduisent : « La paix de Francfort n'a amené entre l'Allemagne et la France qu'une paix apparente. Les armes ont beau avoir été déposées, la guerre subsiste latente ». Et le développement se poursuit tantôt défensif, tantôt agressif. Après la description de la situation cette exclamation : « A la situation militaire correspond la situation politique. »

« La France n'a jamais oublié la vengeance qu'elle s'est jurée en 1871. Et cette idée de revanche, qui met toute l'Europe sous les armes, est devenue le pivot autour duquel tourne toute la politique. » — « L'essor puissant de son industrie et de son commerce a soulevé contre l'Allemagne un second et irréconciliable ennemi. La haine (de l'Angleterre) ne sera diminuée en rien par toutes les assurances de sincère amitié et de cordiale sympathie qu'elle pourra donner. » — « La Russie continue à avoir partie liée avec son ancien allié, de par l'antipathie héréditaire des Slaves envers les Germains, leurs sympathies traditionnelles pour les Latins et par ses besoins d'argent, et est en train de se jeter dans les bras de celle de toutes les puissances qui peut lui porter les coups les plus funestes. » — « L'Italie considère que l'expulsion de l'étranger venu jadis de l'autre côté des Alpes n'est pas parachevée. » — Il n'est pas certain que ces passions et ces convoitises se muent en actes. Mais la tendance n'en existe pas moins de réunir tous ces facteurs pour une attaque commune contre le centre. A un moment donné les écluses peuvent s'ouvrir pour laisser passer des millions de combattants qui se précipiteront sur les Vosges, la Meuse, le Koenigsau, le Niémen, le Bug et jusque sur l'Isonzo et les Alpes tyroliennes, en flots dévastateurs. Gigantesque apparaît le danger. Examiné de plus près, il diminue un peu. »

Puis suivent quelques-unes des réflexions que pourront faire les adversaires dont il est dit qu'ils se souviendront que l'Allemand est un excellent client, qu'ils penseront aux frais énormes, à l'incertitude de l'issue et aussi au coup de « massue que pourrait bien asséner celui qui sera de beaucoup le plus fort » et auquel aucun d'eux ne voudra s'exposer seul. A cet endroit on entonne une autre antienne et l'on n'entend plus parler du pays « sans défense. » Mais l'on fait entendre ce cri au delà du canal : « la coalition est achevée. »

Ainsi tout l'article : moitié fanfare, moitié marche funèbre.

Tel est dans ses traits principaux le contenu de cette composition. Par sa façon de grouper des considérations indubitablement graves, elles s'entend à les présenter comme grosses de dangers à brève échéance. Et comme n'importe qui a le droit de répandre des idées, en les présentant sous un angle unique, et sous un aspect plus ou moins alarmant, il n'y aurait à cela pas grand mal, l'article émanât-il d'un membre sans position officielle du « Flottenverein » ou d'un maître d'école porté au noir, ou de n'importe quel particulier ; en le lisant on n'y verrait que l'opinion personnelle d'un patriote mécontent ou pessimiste.

Il n'y a qu'une chose à regretter : tout le monde aurait dû ignorer que c'était là l'opinion d'une autorité en matière militaire, d'un ancien chef du grand état-major général surtout, cela pour des raisons très sérieuses. Tout d'abord, parce que la mélancolie politique et cette façon sommaire de trancher des questions politiques embrouillées ne devraient pas compter parmi les qualités d'un ex-chef d'état-major ; ensuite parce que deux passages extrêmement délicats ont échappé à la plume de l'auteur. En un premier endroit le général-colonel s'exprime ainsi que suit : « Il y a eu des moments dans le cours des années où l'un ou l'autre (l'Allemagne ou la France) a cru avoir atteint le but (la supériorité de son artillerie) et où on ne parut plus attendre qu'un instant favorable pour envoyer une déclaration de guerre dans le camp d'en face. Mais la confiance en l'arme supérieure que l'on croyait posséder n'a cependant jamais été assez forte pour étouffer toute autre considération et tout doute à cet égard. Ces hésitations ont laissé à l'adversaire le temps de regagner l'avance perdue. » Dans la bouche d'un chef d'état-major, cette communication a de la part de l'Allemagne, la valeur d'un aveu explicite; en ce qui concerne la France, elle n'est toujours qu'une conjecture. Il y a là une grave imprudence à laquelle on ne se serait pas attendu et qui vient confirmer des affirmations françaises, auxquelles jusqu'à présent nous n'accordions aucune créance.

Un peu plus loin, il est dit ce qui suit : « La position que les autres puissances ont prise comporte par son existence

même une menace qui agit à elle seule sur le système nerveux (!) allemand, déjà surexcité par la lutte économique et des crises commerciales. Pour échapper à ce sentiment oppressant, on est tenté de céder, de se résigner aux prétentions, de faire une concession après l'autre. » Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire, si ce n'est une plainte, une plainte parce que l'on a témoigné une déférence, une résignation mal à propos aux prétentions venues de l'étranger, adressées par conséquent à la politique étrangère de l'Allemagne. Vise-t-elle quelque chose de précis ? Et si ce n'est qu'une manœuvre, est-elle correcte ? Est-ce que cela témoigne d'une unité de direction dans la politique, lorsqu'un personnage au courant des secrets intimes de l'état-major peut représenter dans les colonnes d'un journal la politique du pays comme une politique de concession, comme un danger inévitable et rapproché et en gémit !

Il était de l'intérêt de l'Allemagne que l'auteur de cet article restât anonyme. Qu'est-il arrivé, au contraire ? L'empereur lit l'article à ses généraux en tout ou en partie, et par là-même lui donne une importance formidable. C'était non seulement désigner presque ouvertement l'auteur comme un officier d'état-major en état d'être bien renseigné, mais c'était substituer l'autorité la plus élevée de l'Etat à un auteur d'un rang très élevé mais encore inconnu.

Le *Reichsanzeiger* a annoncé, six jours plus tard, que seules les considérations militaires avaient été prises en considération à l'exclusion des questions de nature politique. C'est un essai de justification qui ne peut suffire qu'à ceux qui n'ont pas lu l'article. Quiconque l'a lu se rend parfaitement compte que ce qui, dans cet article avait trait aux questions spécifiquement militaires, était connu de tous les généraux et au courant desquelles ils devaient être et n'expliquerait pas la lecture de cet article à l'occasion des réceptions du jour de l'an, et que c'est à dessein que considérations militaires et politiques y sont confondues en vue d'une démonstration unique. En attirant l'attention sur cet article, on en soulignait précisément l'origine, les conclusions et l'argumentation.

De telle sorte que la rectification du prince de Bülow dans le *Reichsanzeiger* ne persuadera pas les cabinets étrangers et

n'aura qu'un résultat, celui de confirmer officiellement que l'article de la Revue a été signalé avec recommandation par l'empereur lors d'une réception de généraux ; et cela tout à fait mal à propos. Car il s'y trouve non seulement à l'adresse de l'Angleterre, de la France et de la Russie des imputations fort peu diplomatiques laissant transpercer une méfiance accentuée, mais il y est attribué encore à des Etats neutres, à la Belgique, aux Pays-Bas, à la Suisse et à la Turquie des pensées hostiles vis-à-vis de l'Allemagne ; il va jusqu'à prévoir, pour l'Italie, le cas où ce pays se tournerait contre ses deux alliés l'Allemagne et l'Autriche. Cela n'est pas du tout conforme aux usages internationaux, surtout lorsque l'on met en cause des nations alliées.

Est-il possible de porter d'un seul coup un jugement plus défavorable sur un plus grand nombre d'Etats européens ? Un simple particulier oserait à peine s'y risquer. Venant de personnages aussi haut placées, l'exposition et la propagation de propos pareils ne sont certainement pas de nature à faciliter à l'Office des affaires étrangères une tâche que ce même article représente comme difficile.

On va répétant que tout cela n'a été rendu public que par le fait d'une indiscrétion. Un colonel allemand a émis l'opinion que si les généraux avaient cru qu'il fallait tenir secret un article publié et la recommandation dont il a été l'objet, personne n'en aurait appris une syllabe de leur bouche. En effet, de la discrétion à l'égard d'un article rendu public dans un journal, constitue une *contradictio in adjuto*. On peut supposer que garder le silence sur un nouvel armement, sur un détail de mobilisation, cela va de soi. Mais un article de journal qui n'apprend rien de professionnellement nouveau aux généraux, à moins qu'on ne leur dise expressément le contraire, doit être considéré par eux comme devant être recommandé au loin.

Ainsi donc une chose demeure certaine : l'article reflète les idées politiques d'un ancien officier d'état-major haut placé, le ministre de la guerre a pris connaissance de cet article avant sa publication, et une fois paru, l'empereur attire sur cet article l'attention de ses généraux. Les arguments politiques qui s'y trouvent ne correspondent ni pour le fond ni pour la forme avec ceux que l'Office des affaires étrangères doit représenter

dans ses relations avec l'étranger. Il n'infirme en rien ce que l'on prétend, c'est que dans le cercle des officiers, la politique du prince de Bülow n'est généralement pas approuvée.

Est-il possible qu'à Berlin on envisage la situation comme éclaircie ?

En fin de compte, ce qui paraît avoir inspiré la partie politique de l'article, ce sont les rapports de plénipotentiaires militaires hynoptisés par la trouée des Vosges. La compréhension vivante des courants actuels de l'opinion européenne y fait défaut. La France est jugée au point de vue d'un officier, tandis que la gamme de l'opinion française est infiniment plus diverse. Sans la politique marocaine de l'Allemagne, qui devrait, à lire l'article, paraître impardonablement imprudente, le peuple français serait infiniment plus tranquille. Un Etat comme l'Allemagne ne peut pas ne pas tenir compte des éventualités fâcheuses; mais on voit mal quand on voit tout en noir. La situation générale de l'Europe pourrait, eu égard à l'Allemagne, cela va de soi, être beaucoup plus favorable, et le serait si la politique allemande ne vivait pas sous l'impression continuelle d'une revanche possible, si les événements étaient envisagés avec plus de perspicacité, plus librement, et non pas à travers les idées exclusivement militaires de l'ancien chef d'état-major comte Schlieffen. Pour amener une amélioration dans la situation, il faut que le général feld-maréchal Roberts et le comte Schlieffen apprennent la réserve, mais il faut aussi que l'empereur se rende compte que chacun de ses actes peut devenir public, et que ceux-là seuls seront surtout utiles à l'Allemagne qui pourront être en tout temps livrés à la publicité.